



Secrétariat Général  
01 55 82 83 06  
cabsg@cgt.fr

Nos Réf. SB-TV/IM/2025.044

Montreuil, 08/04/2025

**A l'attention de Mesdames et Messieurs  
les Députée.e.s de l'Assemblée  
nationale :**

- LFI-NFP
- Socialistes et apparentés
- Écologistes et Social
- LIOT
- Gauche démocrate et Républicaine
- Horizons et Indépendants
- Les Démocrates
- Droite Républicaine
- Ensemble pour la République

Objet : Projet de loi de simplification de la vie économique.

Mesdames et Messieurs les député·es,

Le projet de loi de simplification de la vie économique sera examiné à partir de ce mardi 8 avril. Ce texte qui entend « simplifier » la vie économique portent sur des enjeux aussi importants que le travail, la négociation, les salaires, les projets industriels, l'environnement, l'énergie, la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche, le transport, le numérique, l'alimentation, la politique de la ville, la coopération... Et pourtant, il fait l'objet de très nombreux amendements qui sabrent dans notre modèle social, la protection de l'environnement, des droits des plus fragiles, des petites entreprises ou des sous-traitants et dans de nombreuses instances démocratiques.

Dès le début du texte, l'article 1 vient cibler une trentaine de comités, commissions et hauts conseils, à commencer par les CESER, qui font vivre la démocratie en territoire et font partie de l'écosystème démocratique. Ces suppressions visent par exemple le Haut Conseil à la Protection de l'Enfance, alors même qu'est présenté ce jour, le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les défaillances de la Protection de l'Enfance.

Alors que la CGT recense plus de 300 plans de licenciement partout sur le territoire, ce projet de loi prévoit de supprimer plusieurs dispositions permettant de porter des projets alternatifs pour l'industrie, l'environnement ou les services publics. La « réindustrialisation » ne peut pas justifier le recul de la démocratie avec la suppression des CESER et le recul du champ de la commission nationale du débat public (CNDP) en y excluant les projets industriels ou en étant supprimée par certains amendements.

De plus, alors que le mois de mars 2025 est l'un des plus chaud jamais enregistré, le texte attaque sans commune mesure les réglementations environnementales, laissant croire que l'environnement serait un frein important aux projets industriels ou énergétiques.

Le texte entend par exemple supprimer le Conseil National de la Montagne ou encore l'Instance de concertation du PANEA (plan d'action national en vue de la réduction des émissions d'ammoniac et de protoxyde d'azote liées aux usages d'engrais azotés minéraux). Certains amendements prévoient, tout simplement, de décimer l'Office Français de la Biodiversité, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le Conseil national de la transition écologique. Pourtant, l'urgence climatique nous oblige à ne pas transiger.

Enfin, le P.J.L. prévoit la suppression d'autorisations ou déclarations, mais aussi de sanctions pénales pour les patrons, de règles encadrant les marchés publics, de normes environnementales. Les instances représentatives du personnel seraient également affaiblies considérablement, que ce soit par le rehaussement des seuils d'obligation à la mise en place des CSE ou par la suppression d'agrément régional des organismes de centres et institut de formation des représentants du personnel.

Derrière le terme de « simplification », se cache en réalité des régressions importantes, ce projet de loi complexifie la vie des entreprises, supprime les droits des salarié·es, met en danger notre planète. Alors que la guerre économique bat son plein, que l'état de la planète continue de se dégrader à grande vitesse, nous avons besoin de politiques ambitieuses à contrario de la dérégulation entraînée par cette "simplification". Nous vous appelons à faire barrage à ces amendements dangereux.

Je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les député·es, l'expression de mes salutations respectueuses.

Sophie Binet

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Binet', written in a cursive style.

Secrétaire générale de la CGT